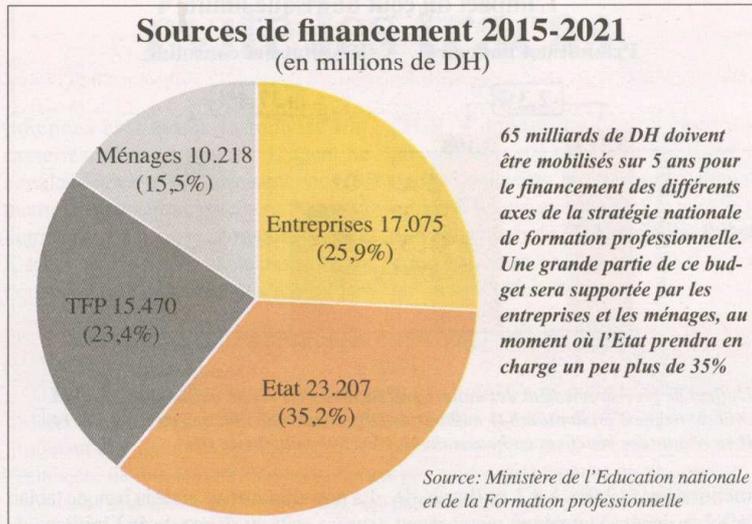


Formation professionnelle

Le coup de gueule de Bensalah

- CSF: Toujours des défaillances
- Benkirane interpellé sur le retard législatif
- 65 milliards de DH à trouver!

TRÈS attendue, la stratégie nationale de la formation professionnelle 2021 commence à prendre forme. 28 conventions d'implémentation de ce programme ont été signées hier à Rabat, en présence des différents intervenants. Aujourd'hui, il est important d'inverser la tendance et changer la perception de la formation professionnelle. Celle-ci «ne doit plus être un palliatif ou une issue après l'échec scolaire», s'accordent à dire Abdelilah Benkirane et Miriem Bensalah Chaqroun. La présidente de la CGEM a insisté sur l'importance de cette stratégie qui permettra une «planification de la formation sur la base de la demande».



Après le lancement de cette dynamique, «il nous appartient à tous de faire en sorte que cette stratégie ne soit pas fondée sur des bases fragiles», a-t-elle dit. Il s'agit d'éviter la reproduction de certaines dé-

faillances qui ont miné le système de formation les dernières années. La patronne des patrons n'a pas hésité à critiquer les dysfonctionnements qui plombent les programmes de formation continue. Celle-ci doit constituer «un instrument de compétitivité, qui permet d'éviter la déperdition des connaissances et qui favorise une meilleure employabilité et mobilité des salariés». Or, depuis 2004, «elle a été réduite à sa plus simple expression»,

des postes d'emploi pour les futurs diplômés de l'OFPPPT». Ces problèmes de gouvernance «pourraient être résolus à travers la mise en place de la loi organisant la formation continue, qui permettra de clarifier les rôles», selon la présidente de la CGEM. Elle n'a pas hésité à attaquer le gouvernement qui laisse traîner ce texte, adopté en Conseil de gouvernement il y a deux ans, mais qui n'a pas été encore mis dans le circuit d'approbation au Parlement. Sur ce point, Benkirane a reconnu «des retards sur certains dossiers». Aujourd'hui, il est important de mettre les bouchées doubles pour accélérer l'adoption de ce texte qui «jette les bases du système et institue un cadre de gouvernance cohérente et prospective», a expliqué Bensalah. L'idée est d'éviter que cette nouvelle stratégie ne soit une coquille vide. Celle-ci prévoit de favoriser une prise de conscience des métiers dès le primaire, à l'âge de 12 ans, avant de renforcer la prise de contact dans le secondaire, notamment via l'institution du bac professionnel, s'accordent à dire Miriem Bensalah, Abdelilah Benkirane et Rachid Benmokhtar. Le ministre de l'Education nationale et le chef du gouvernement ont insisté sur les opportunités qu'offre ce plan aux jeunes, notamment

Conventions

L'IMPLÉMENTATION de cette stratégie a été lancée, hier à Rabat, suite à la signature de 28 conventions, articulées autour de 5 axes, en plus de deux contrats-programmes. Le premier axe porte sur l'extension de la formation, notamment à travers ces conventions avec des secteurs comme l'agriculture, la réinsertion des détenus, les ONG ou encore l'Entraide nationale. D'autres accords ont été également signés, portant sur l'intégration des besoins de l'entreprise au cœur du dispositif de formation, via la mise en place de formation dans certains métiers comme la logistique, le transport ou l'environnement. Néanmoins, comme l'a précisé Miriem Bensalah, l'extension de l'offre de formation ne doit pas se faire au détriment de la qualité. □

a-t-elle rappelé, en dépit de certaines mesures lancées en 2014, mais qui n'ont pas permis d'éviter les couacs. Le constat de Miriem Bensalah est sans appel. Elle a tiré à boulets rouges sur les gestionnaires de ce système, pointant un problème de gouvernance. Elle a déploré que les entreprises, qui versent 1,8 milliard de DH en termes de taxe de formation professionnelle, ne bénéficient que de 5% de leur contribution, au moment où le reste du montant est destiné à la formation initiale. Seule une poignée de salariés bénéficient, selon elle, des contrats spéciaux de formation. En effet, seules 0,71 des entreprises ont accès à ce programme. Or, «l'entreprise est-elle tenue de financer la formation initiale?», s'est-elle interrogée. Pour elle, «la formation des salariés est tout aussi importante que celle des futurs lauréats. Surtout que ces employés peuvent devenir entrepreneurs et créer

à travers l'instauration de ponts entre le système éducatif normal et celui de la formation professionnelle. Pour éviter les couacs dans la mise en œuvre de cette stratégie, la présidente de la CGEM a appelé à «la mise en place d'un organe d'exécution doté d'un pilotage public-privé et disposant de moyens adéquats pour mener à bien l'implémentation». Ceci est très important pour assurer une collaboration fluide, contrairement à la situation actuelle, «marquée par des divergences entre les différents intervenants», comme l'a reconnu le chef du gouvernement. En termes de budget, il a indiqué que cette stratégie dispose d'un financement suffisant, avec 65 milliards de DH répartis sur 5 ans. □

M. A. M.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com